

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Assez d'entêtement aveugle et sourd : cap à gauche d'urgence !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 28 mai 2014

Démocratie & Socialisme

Au soir des élections européennes, le porte-parole du gouvernement de gauche dit « *C'est une alerte.* » Mais, ce n'est plus une alerte, il y a le feu !

Ce n'est pas un langage mondain qu'il faut tenir. Il ne faut pas diminuer l'impact de l'événement, il faut en prendre la mesure.

Inutile de se rassurer en constatant qu'il y a 60 % d'abstentions, et que le FN n'obtient que 10 % des inscrits : le parti d'extrême-droite s'affiche politiquement en tête !

Comment pareille catastrophe est elle arrivée ? Sous la gauche !

Le FN fait presque le double du PS en voix exprimées. EELV plafonne à 8,75 % des suffrages exprimés et le Front de Gauche à 6,23 %, tellement la politique du PS entraîne toute la gauche vers le fond. Aucune partie de la gauche ne peut gagner contre l'autre, sans l'autre.

En fait le pays et son salariat majoritaire sont toujours à gauche, mais plus de 25 % des voix manquent à l'appel, c'est la gauche déçue et en colère, qui s'est abstenue - faisant mécaniquement monter la droite, en pourcentage.

Le Premier ministre clame que c'est la deuxième fois en huit semaines, après les municipales, que ce type de vote se produit. Et il ajoute « *il n'y a pas une minute à perdre* » ... pour continuer, accélérer et amplifier la politique... que les électeurs rejettent. Sourd et aveugle. Mais justement en huit semaines seulement, il a perdu tout crédit pour le faire.

Le président dit la même chose « On ne doit pas changer de ligne selon les circonstances.... » Mais comment pareille affirmation est-elle possible ? Bien sûr que l'action politique c'est « changer de ligne selon les circonstances » et selon les exigences populaires. Un président qui n'écoute pas ses électeurs, les défie, les méprise, et piétine la démocratie, conduit le pays à une crise majeure.

Ce n'est pas l'adhésion des électeurs au menaçant projet de Le Pen qui explique ça, mais c'est le sentiment puissant, massif, de dégoût, de colère, ressenti par des millions et millions de nos concitoyens vis à vis de la trahison du choix qu'ils ont fait en avril-juin 2012.

Chacun en ouvrant son poste de radio ou de télévision, voit que la France est immensément riche, et ressent avec amertume les appels à se serrer la ceinture, à une austérité qui engendre la récession, le chômage, la misère, et d'intolérables inégalités. On a 5 millions de chômeurs, 10 millions de pauvres, et on choisit de donner 35 milliards aux patrons, à la finance, alors que 1 % possède 25 % des richesses, que 10 % en possèdent 60 %. De ce point de vue, l'Europe n'empêche rien et n'impose rien : si on veut, on peut, et donc on doit redistribuer les richesses, **maintenant, vite.**

On nous demande ce qu'il faut faire en urgence : augmenter le Smic et les salaires, faire une réforme fiscale avec un impôt direct progressif et une reprise exceptionnelle, immédiate et forte sur les dividendes, sur les fortunes abusives, sur la rente. Contre le chômage de masse, il faut baisser la durée du travail, sur la semaine, sur l'année, sur la vie, et reconstruire un droit du travail digne de ce nom, contre la précarité.

Tournons le dos au dogmatisme, aux 3 %, pire, à la « règle d'or » des 0,5 %, imposés par des gourous et des

technocrates néolibéraux irresponsables. Ce n'est pas l'austérité mais la redistribution des richesses, qui nous sortira de la crise et qui assurera des rentrées fiscales et des équilibres budgétaires.

Pour cela il faut restaurer la démocratie parlementaire, écouter le peuple et non pas le mépriser, il existe une majorité rouge-rose-verte à l'Assemblée nationale, c'est elle qui doit gouverner - pas un homme seul. La gauche EELV, PS, FDG, toute la gauche, doit se rencontrer, débattre, s'unir sur un programme d'action commun et immédiat : il peut être mis en oeuvre aussitôt car le pouvoir est actuellement entre ses mains. L'espoir est là pour peu qu'il s'appuie et se nourrisse aussi de grandes luttes sociales.

C'est la seule façon d'empêcher la déroute qui s'annonce impitoyablement - comme le 30 mars et le 25 mai. C'est une question de survie pour toute la gauche. Sinon, après le Sénat, elle perdra toutes les régions, et il restera un groupe de 50 députés, le président sera balayé. Droite et extrême droite reviendront et ravageront le pays encore plus, pour le seul compte de l'oligarchie.

C'est aussi la seule façon d'empêcher le démantèlement de nos services publics, de la santé, de la citoyenneté, de la solidarité. **Cap à gauche ! Sinon cap suicide, qui deviendra cap UMP-FN...**